

# LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N°58 - juin 2011

## Répression intensifiée pour les démocrates et déploiement international.

La longueur croissante de ce bulletin risque d'en rendre la lecture fastidieuse. Mais faut-il, pour être bref, passer sous silence des événements graves qui concernent un cinquième de la population mondiale ?

Le champ des préoccupations suscitées par la Chine ne cesse de s'élargir ; il vient même de se doubler. Au lourd silence imposé aux démocrates s'ajoutent les menaces et démonstrations de force dans les eaux proches du Vietnam et des Philippines que la Chine considère comme une mer intérieure.

Réduire au silence les dissidents les plus courageux et en particulier les avocats défenseurs de l'état de droit, il semble que le pouvoir y soit parvenu dans le cours du printemps. Quelques dé-tenus de février et des mois suivants sont sortis de prison, mais plus silencieux qu'auparavant, sans doute à cause des engagements qu'il leur aura fallu prendre en détention pour suspendre les mauvais traitements ou les tortures.

Leurs épouses aussi se taisent, qui jusqu'à présent pourtant s'étaient montrées héroïques. C'est le fait nouveau de la répression. Le régime a décidé de s'en prendre aux familles et de maintenir dans l'oppression les détenus libérés et leurs proches. Les amis intellectuels sont menacés de rétorsion rigoureuse s'ils exprimaient leur solidarité. Bâillonnés, les avocats ne trouvent appui qu'à l'étranger, à Hongkong ou à Taiwan et c'est insuffisant pour leur redonner la liberté d'agir.

La disparition de l'avocat Gao Zhisheng en février 2009 peut effrayer ses collègues : on ne sait toujours pas s'il est mort ou vivant. Les enfants des avocats et intellectuels détenus ont été traumatisés ce printemps par l'arrivée brutale de la police et l'enlèvement de leur père ; certains développent des maladies psychiques, difficiles à soigner, surtout si la société et l'école leur font croire que leur père bien aimé est un dangereux criminel.

Parallèlement, la Chine qui finit par se prendre pour la merveille du globe à force d'entendre les louanges de ses partenaires, veut intervenir dans les affaires du monde, sure de la légitimité politique que lui donnerait son

expansion. «Le parti communiste est la clé du miracle économique chinois» affirme un éditorial du 18 juin. D'où l'affirmation péremptoire de droits sur les eaux méridionales et le rejet des revendications formulées par les pays voisins : «La situation en mer du Sud, c'est leur problème, pas le nôtre» disait récemment un amiral. «Si le Vietnam continue de provoquer la Chine dans la région, la Chine recourra d'abord avec les forces de sa police maritime et ensuite si nécessaire, avec ses forces navales. La Chine doit dire clairement que si elle décide de riposter, elle reprendra aussi possession des îles occupées auparavant par le Vietnam» (Global Times, 21 juin).

Le pays dispose maintenant d'une organisation régionale qui élargit son influence. L'Organisation de Coopération de Shanghai fêtait son dixième anniversaire le 15 juin dans la capitale du Kazakhstan Astana ; la Chine y joue le rôle principal, devant les cinq pays de l'ancien empire soviétique. L'objectif de l'O.C.S., c'est «la démocratisation des relations internationales» et la constitution d'un bloc «non aligné»(sic) qui fasse pièce aux initiatives du Japon, du Vietnam, de la Corée du Sud et de l'Inde, lesquels comptent sur le soutien des États-unis pour ne pas se trouver seuls face à la puissance chinoise.

Mais l'alliance nourrit d'autres ambitions. Chinois et Russes s'y rejoignent dans la volonté de lutter contre la dissidence, de contrôler le réseau Internet et de juguler les séparatismes en combattant le terrorisme. Plus largement encore, la réunion des chefs d'État à Astana «doit être un élément déterminant dans le changement de l'architecture financière mondiale». Un expert de Beijing déclarait récemment qu'il eût été «tout naturel» que le nouveau directeur du F.M.I. fût chinois. En politique étrangère, le couple sino-russe s'entend pour dénoncer le mythe du «printemps arabe» et les interventions extérieures dans les pays méditerranéens et du Proche-Orient, pour reconnaître le droit de l'Iran au pouvoir nucléaire et pour agiter la menace d'un droit de veto conjoint si le Conseil de Sécurité des Nations unies voulait dénoncer trop vive-ment les dictatures.

# SOMMAIRE

---

<b>Suites de la vague d'arrestations des trois derniers mois</b> .....	<b>3</b>
<b>Démocratie, liberté d'expression</b> .....	<b>4</b>
<b>Internet</b> .....	<b>6</b>
<b>Appareil judiciaire. Avocats. Criminalité. Peine de mort</b> .....	<b>6</b>
<b>Conflits du travail. Pollutions industrielles</b> .....	<b>7</b>
<b>Conflits de masse. Évictions foncières</b> .....	<b>8</b>
<b>Minorités ethniques</b> .....	<b>9</b>
<b>Hongkong. Macao</b> .....	<b>10</b>
<b>Informations diverses</b> .....	<b>11</b>
<b>Sources d'information</b> .....	<b>12</b>
<b>Appel à coopération bénévole du groupe Chine</b> .....	<b>12</b>

*(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)*

## SUITES DE LA VAGUE D'ARRESTATIONS DES TROIS DERNIERS MOIS.

- 22 juin.** **Remise en liberté sous caution, après quatre-vingt-un jours de détention, de l'artiste Ai Weiwei,** officiellement «parce qu'il a eu une bonne attitude en avouant ses crimes et en raison de la maladie chronique dont il souffre». La police l'accuse d'évasion fiscale pour un montant considérable et de destruction de documents comptables.  
Ai Weiwei aurait déclaré qu'il était prêt à payer les impôts dont l'État exige le versement. Il ne lui est pas permis d'accorder d'interview mais il a recouvré sa liberté de mouvement.  
Son conducteur et cousin Zhang Jinsong a été libéré le 23 juin. Mais son assistant, le journaliste Wen Tao ainsi que son comptable et un dessinateur, appréhendés avec lui, restent en détention. (*Kyodo, 24 juin ; Xinhua, South China Morning Post, 22 juin*)
- 20 juin.** **Disparition de l'enseignant et militant démocrate Yao Lifa, de la ville de Qianjiang (Hubei).** Sous résidence surveillée depuis le 20 février, il s'impliquait dans les élections du district en faveur des candidats indépendants. Il avait reçu récemment un appel téléphonique de l'ambassade des États-Unis, suggérant un rendez-vous ; il ne pouvait plus faire usage de son téléphone depuis le 16 juin ; les vitres de son appartement ont été brisées deux jours plus tard. (*Weiwanwang, 20 juin*)
- 16 juin.** **Maintien en détention administrative pour quatorze jours de la militante de Beijing Wang Yuqin,** pour avoir pétitionné et mené diverses actions en faveur de son époux Yang Qiuyu. Ce dernier avait été condamné le 7 mars à deux ans de camp de rééducation pour avoir «créé des troubles». (*Minsheng Guancha, 16 juin*)
- 14 juin.** **Le militant démocrate Qian Jin, détenu depuis le 26 février dans un hôpital psychiatrique de Bengbu (Anhui), ne sera pas libéré** malgré les promesses faites par les services de la Sécurité. Ses amis n'ont pu lui rendre visite, au prétexte qu'il serait «bientôt relâché». (*Weiwanwang, 14 juin*)
- 13 juin.** **Le Global Times condamne vivement les manifestations violentes dont l'objet est de protester contre les injustices sociales,** se référant aux explosifs lancés contre un bâtiment officiel à Tianjin et à l'attaque contre du personnel de la télévision où une employée aurait eu le nez coupé.  
Le journal s'en prend aussi aux cybernautes qui affirment que ces violences expriment la rébellion des faibles contre les autorités. «La seule manière d'éliminer les injustices est d'assurer la règle de droit, pas de recourir à la loi de la jungle». (*South China Morning Post, 14 juin*)
- 10 juin.** **Disparition à Beijing du pétitionnaire du Xinjiang Chen Zhixin alors qu'il menait au Bureau des plaintes une délégation de résidents de Shiheze (Xinjiang)** qui voulaient dénoncer les fraudes et détournements de pouvoir des fonctionnaires municipaux. Les policiers du Xinjiang qui le suivaient l'ont frappé jusqu'à perte de connaissance, lui ont placé un bandeau sur les yeux et l'ont emmené vers une destination inconnue. (*Human Rights Campaign in China, 15 juin*)
- 1 juin.** **Le juriste militant Li Shuangde a été condamné à quatre mois de prison et à une amende de 20.000 yuan** pour «fraude à la carte de crédit». Son avocat Xin Qingxian n'a pu le rencontrer ni avant, ni lors du procès. Il n'a pu vérifier les affirmations officielles, selon lui surprenantes, selon lesquelles Li Shuangde se reconnaissait coupable. (*Weiwanwang, 31 mai*)
- 24 mai.** **Libération de l'avocate Li Tiantian, disparue depuis le 19 février.** Elle avait été placée «en résidence surveillée» dans un lieu inconnu et une pièce sans fenêtre, pour avoir retransmis des messages liés à la «révolution de jasmin». Comme elle faisait valoir son droit à un avocat, la police lui rétorqua : «la loi n'est pas un bouclier», la menaçant de l'enfermer dans un cage de fer si elle ne coopérait pas. (*Weiwanwang, 25 mai*)

## Mesures prises à l'approche de l'anniversaire du 4 juin 1989

Comme chaque année, les autorités de la capitale et des provinces prennent des mesures coercitives nombreuses et diverses pour empêcher que la commémoration du massacre prenne de l'ampleur. Parmi les vingt-six dispositions particulières repérées, on ne citera que les suivantes :

4 juin. Six cents pétitionnaires ont été appréhendés à la gare Sud de Beijing et conduit au centre de détention de Jiujinhuang. Les autorités craignaient des manifestations conjointes de commémoration. (R.F.A., 6 juin)

3-4 juin. Détention pendant deux jours de Ding Zilin, principale figure du groupe des «mères de Tianamen», dans la période anniversaire du massacre de 1989. Son téléphone a été coupé pour empêcher tout entretien avec la presse internationale. À sa libération elle a qualifié de méprisable le suivi continu de ses activités organisé par des policiers en civil.

Bao Tong, ancien assistant de Zhao Ziyang, secrétaire général du P.C.C. destitué, a dû quitter la capitale avec son épouse. De nombreux dissidents ont reçu l'injonction de ne pas quitter leur domicile. (Apple Daily, 5 juin)

## DÉMOCRATIE. LIBERTÉ D'EXPRESSION.

- 26 juin.** **Après trois ans et demi d'incarcération, libération de Hu Jia, militant des droits de l'homme et Prix Sakharov** du Parlement européen. Son domicile est placé sous surveillance policière. Depuis quelques mois, les sorties de prison sont, en toute illégalité, suivies d'un régime de résidence surveillée. Hu Jia est privé de ses droits politiques pendant un an. Son épouse, Zeng Jinyan n'a pu être jointe pendant plusieurs jours. Le 20 juin, elle annonçait que huit personnes l'avaient emmenée avec ses bagages vers une destination inconnue. (R.S.F., 27 juin ; *South China Morning Post*, 21 juin)
- 16 juin.** **Chen Xianying, l'épouse du dissident Xu Wangping, a été battue et frappée du pied pendant qu'elle visitait ce dernier** à la prison Yuzhou de Chongqing (Sichuan). Elle a dû appeler une ambulance pour repartir. Xu Wangping fut actif dans le mouvement démocratique de 1989 et passa de nombreuses années en prison, notamment pour son appartenance au Parti démocrate interdit. Il a été condamné le 28 février 2006 à douze ans de prison pour «subversion du pouvoir d'État». (*Wei quanwang*, 16 juin)
- 10 juin.** **À sa libération, le militant sichuanais des droits civiques Huang Qi a déclaré dans un entretien téléphonique qu'il continuerait sa lutte en faveur des déshérités.** Il envisage de rouvrir son réseau 64tianwang et affirme qu'il ne craint pas une nouvelle arrestation. Huang Qi est resté trois ans en prison officiellement pour «détention de secrets d'État», après avoir enquêté sur les bâtiments «en fromage de soja» qui s'étaient effondrés lors du tremblement de terre du Sichuan de 2008. Il avait déjà été incarcéré de 2000 à 2005 pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État». (*Apple Daily*, 11 juin)
- 10 juin.** **Le journaliste Qi Chonghuai, condamné en 2007 à quatre ans de prison pour un reportage sur des malversations dans la construction de bâtiments publics, devait être libéré ce mois.** Il aurait été condamné récemment à huit ans d'emprisonnement supplémentaires pour les mêmes chefs d'accusation qu'en 2007 et pour «avoir fait usage de sa position pour occuper une propriété publique». Son avocat Liu Xiaoyuan qualifie cette décision d'absurde. Son épouse Jiao Xia a tenté de se noyer en apprenant le verdict. (*Apple Daily*, 10 juin)

- 6 juin** **Le blogueur Fan Zhushun, fonctionnaire du Bureau des forêts à Chongqing (Sichuan), a été envoyé pour un an en camp de rééducation** pour avoir critiqué Bo Xi-lai, secrétaire du parti dans cette ville. Motif officiel de la décision : «troubles à l'ordre social» et «attaques portées contre des dirigeants». (*Centre d'information pour les droits de l'homme et la démocratie, 6 juin*)
- 5 juin** **Quatre des dirigeants de l'église non-officielle Shouwang ont quitté l'organisation.** Ils désapprouvent le choix de maintenir des offices dominicaux en plein air de-puis l'éviction de leur local le 10 avril, choix qui justifiait de nombreuses arrestations : 169 le premier dimanche, une vingtaine le 5 juin. (*South China Morning Post, 6 juin*)
- 3 juin** **Sept pétitionnaires du Fujian ont tenté de se suicider en avalant du poison devant l'ambassade américaine de Beijing.** Ils voulaient attirer l'attention sur la situation des groupes sociaux désavantagés. La police les a conduits à l'hôpital. (*Oriental Daily, 5 juin*)
- 3 juin** **À Chengdu (Sichuan), jet de tracts anticomunistes du principal bâtiment de l'Université normale,** accusant le parti de «tuer les gens au nom de la révolution, de partager le butin au nom des réformes et de supprimer les critiques au nom de l'harmonie». (*Mirror Books, 5 juin*)
- Début juin.** **Le mouvement Falungong interdit a organisé plusieurs manifestations à travers le pays, avec distribution de tracts et collages d'affiches.** Le 10 juin, deux cent trente membres ont manifesté à proximité de Zhongnanhai (lieu de résidence des dirigeants, dans le centre de la capitale) avant d'être emmenés par la police. (*Boxun, 11 juin*)
- 31 mai** **Inculpation officielle du pétitionnaire Feng Dacheng de Fangchenggang (Guangxi), pour «obstruction au travail administratif».** Il avait été arrêté le 15 mai à Beijing alors qu'il manifestait contre une réquisition de terre. La protestation des villageois avait donné lieu à un affrontement avec la police le 21 avril, au cours duquel Feng Dacheng avait été touché par onze balles en caoutchouc. Il avait dû passer quarante jours à l'hôpital. (*Wei-quanwang, 31 mai*)
- 31 mai** **Les autorités auraient approché un membre du groupe des «mères de Tiananmen»** pour discuter d'éventuelles compensations financières. Selon le groupe qui y voit un élément positif, l'administration chinoise se refuse toujours à faire la vérité sur les événements de 1989. (*Central News Agency, 31 mai*)
- 27 mai** **Après onze heures de détention, libération de Zhao Lianhai, le chef de file des parents protestataires dont les enfants ont été victimes du lait contaminé à la mélamine.** Il lui est interdit de s'adresser aux médias et de quitter son domicile. Malgré les pressions et menaces d'incarcération policières, Zhao Lianhai a affirmé sur Twitter qu'il lui était impossible de cesser son combat pour le droit des victimes.  
Zhao Lianhai et sa famille sont l'objet de harcèlements incessants. Leurs déplacements sont suivis par des policiers en civil ; on les astreint à l'immobilité pendant plusieurs heures dans un magasin ; des coupures d'électricité les empêchent de mener une vie normale dans leur domicile ; on leur interdit parfois de sortir de chez eux. (*Ming Pao, 28 mai ; South China Morning Post, 2 juin*)
- Février et mars.** **D'après une lettre récemment parvenue à l'étranger mais datant de plusieurs mois, le juriste aveugle Chen Guangcheng et son épouse Yuan Weijing,** assignés à résidence depuis la sortie de prison de Chen après quatre ans d'incarcération, ont été frappés à domicile à plusieurs reprises par des officiers de police et des voyous. Ceux-ci se sont emparés de plusieurs objets, y compris des jouets et livres de la fille du couple, âgée de cinq ans. En fin de lettre, Yuan Weijing attendait de ses amis qu'ils intentent des actions en justice pour faire condamner les délinquants. Mais la plupart de ces relations se trouvaient dans la même période victimes de détentions arbitraires, d'éloignements forcés ou plus simplement privés de tout moyen de communication. (*South China Morning Post, 22 juin*)
- 2009**  
**11 déc** **Un des co-fondateurs de l'alliance Fanlan, Wen Yan, a été condamné à six ans de prison.** Il se trouve dans le centre de détention Hanxi de Wuhan (Hebei). Il avait été arrêté en juin 2007 et accusé d'incitation à la subversion, placé en résidence surveillée puis de nouveau détenu à partir du 13 novembre 2008. (*Wei-quanwang, 8 juin*)

## INTERNET.

- 22 juin.** **Selon le député sud-coréen Kim Se-yeon, le réseau Internet de l'Assemblée nationale coréenne a été pénétré 261 fois** au moins depuis le début de la session, il y a trois ans. La plupart des attaques proviennent de Chine. Dans trente-huit cas, il y a eu des fuites dans les e-mails des législateurs. Quelques attaques viendraient aussi de Corée du Nord dont les effectifs affectés à ces tâches atteindraient désormais trois mille individus. (*Yonha News Agency, 22 juin*)
- 22 juin** **Les cybernautes chinois sont irrités par l'autorisation donnée à la mégapole de Chongqing de constituer une zone Internet destinée aux étrangers** et qui échapperait aux contrôles de la censure. Ils y voient une discrimination à leur rencontre dans leur propre pays. L'accès à la zone sera strictement limité aux entreprises étrangères, sans connexion avec les firmes locales. (*B.B.C., 22 juin*)
- 25 mai** **Les cybernautes qui avaient accès à l'Internet international en utilisant les V.P.N. (Virtual private network) pour échapper à la censure,** semblent avoir de nouvelles difficultés depuis plusieurs semaines. Les connexions par l'intermédiaire des V.P.N. aux sites tels que Gmail, Facebook et Youtube sont souvent bloquées, y compris pour les universités et les entreprises qui n'ont plus accès à la recherche et à l'information mondiales. Selon certains, ces nouveaux obstacles pourraient être liés à la réorganisation centralisatrice de la censure annoncée le 4 mai dernier. (*South China Morning Post, 25 mai*)

## APPAREIL JUDICIAIRE. AVOCATS. CRIMINALITÉ. PEINE DE MORT

- 22 juin** **Les commissions d'inspection ont enquêté sur 139.621 cas de corruption en 2010,** a affirmé un des responsables de cette administration du Parti communiste. Des peines ont été infligées à 146.517 personnes. (*Xinhua, 22 juin*)
- 21 juin** **Les tribunaux ont traité cinquante-neuf mille cas de drogues en 2010** – soit une progression de 15% en un an -, selon un porte-parole de la Cour suprême. Ils ont prononcé 18.961 condamnations à des incarcérations de plus de cinq ans ou à la peine capitale, chiffre supérieur de 8,6% à celui de l'année précédente. Les peines les plus dures frappent la contrebande de drogue, le trafic armé et la constitution de réseaux criminels transnationaux. (*Xinhua, 21 juin*)
- 21 juin** **La famille de l'homme d'affaires de Hongkong Robert Shan Shiaomay, condamné à mort en 2006 pour trafic de drogue, dénonce les bases de cette condamnation.** Une lettre de policier affirmant qu'aucune drogue n'aurait été trouvée dans les containers inventoriés à Hongkong n'a pas été prise en compte, faute d'un tampon adéquat et bien que la police de ce territoire ait admis avoir commis l'erreur. En revanche, les photos des drogues saisies ne portaient pas le tampon requis de cette même police de Hongkong, ce qui laisserait douter de leur authenticité. La famille y voit là la preuve que la justice chinoise décide unilatéralement de traiter les affaires pénales qui relèvent de l'ancienne colonie britannique. Shan Shiaomay risquait d'être exécuté le 26 juin à l'occasion de la journée internationale contre la drogue, comme c'est souvent le cas en Chine. (*South China Morning Post, 21 juin*)
- 17 juin** **L'avocat Zheng Jianwei, militant des droits civiques, n'a pu rencontrer son client incarcéré Chen Wei,** l'administration affirmant que sa licence professionnelle n'était plus valable. L'avocat s'était déjà heurté à une telle interdiction en avril. Chen Wei, arrêté le 21 février pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État», est ainsi privé du droit à l'assistance d'un avocat et de la procédure judiciaire légale. (*Wei-quanwang, 17 juin*)

- 14 juin** **L'avocat défenseur des droits de l'homme Yang Zaixin a été emmené sans explication par des policiers au centre de détention de Beihai** (Guangxi), après confiscation de ses ordinateurs et téléphone, ainsi que nombre d'objets personnels. Il avait été battu et convoqué pour interrogatoire à de nombreuses reprises. L'administration avait plusieurs fois suspendu sa licence professionnelle ou retardé sa délivrance en raison de la nature des dossiers qu'ils traitait. Au mois de mai, il avait laissé entendre que la justice allait monter contre lui de fausses charges de «subornation de témoin», à l'instar de son collègue Li Zhuang. (*Wei quanwang*, 14 juin)
- 13 juin** **Un amendement à la loi de procédure criminelle pourrait invalider les aveux obtenus par la torture, par la violence ou par des moyens illégaux.** Ces pratiques sont interdites par la loi actuelle, mais sans être assorties de sanctions. Les preuves et aveux ainsi obtenus sont donc toujours considérés comme acceptables, ce qui a conduit à de nombreuses erreurs judiciaires, dont certaines sont restées célèbres. (*Xinhua*, 13 juin)
- 12 juin** **Selon les statistiques publiées par la Cour suprême, il y aurait eu depuis 2006 cinq mille cas de sabotage de câbles de télévision** et plus de mille cas de sabotage de fibres optiques appartenant à l'État et d'équipements de radiodiffusion. (*Xinhua*, 12 juin)
- Fin mai** **Arrestation de quatorze Coréens du Nord immigrés dans la préfecture autonome coréenne de Yanbian (Jilin).** Les autorités renvoient d'ordinaire les immigrés clandestins coréens dans leur pays où ils encourent de graves sanctions, voire la peine capitale. La Chine coopère avec le gouvernement de Pyongyang dans la lutte contre les défections. Elle considère en effet qu'il s'agit de simples migrants économiques, puisqu'ils fuient la famine en même temps qu'ils veulent échapper à la répression. (*Yonhap news*, 16 juin)

## CONFLITS DU TRAVAIL. POLLUTIONS INDUSTRIELLES

- 23 juin** **La police a pénétré dans la fabrique de sacs à main SIMONE du village de Meishan,** district de Panyu (Guangdong) pour y emmener six ouvriers grévistes. Le mouvement décidé le 20 juin visait à obtenir de meilleures conditions de travail et un relèvement des salaires. La direction coréenne de l'usine avait déclaré au quatrième jour de la grève qu'elle licencierait ceux des quatre mille ouvriers qui ne reprendraient pas immédiatement le travail. Neuf cents d'entre eux avaient poursuivi la grève. Le salaire payé dans cette usine – qui travaille pour de grandes firmes occidentales - s'élève à 1.100 yuan, ce qui correspond au minimum légal pour huit heures de travail par jour. Il s'agit à 80% de main d'œuvre féminine. (*South China Morning Post*, 24 juin ; C.L.B.)
- 12 juin** **Six cents personnes dont cent-trois enfants ont été empoisonnées au plomb** dans l'agglomération de Yangxunqiao (Zhejiang). Parmi elles, cent vingt-neuf sont gravement affectées (plus de 600 microgrammes de plomb par litre de sang). Les vingt-cinq ateliers d'étamage à l'origine de l'intoxication ont suspendu leur activité. (*Xinhua*, 12 juin)
- 12 juin** **Deux mille ouvriers de l'usine de pièces de précision japonaise Xinmin ont arrêté le travail à Chang'an,** près de Dongguan (Guangdong). Les dépassements d'horaires à l'origine de la grève seraient parfois de cinq à six heures par jour. (*Ming Pao*, 17 juin)
- 22 mai** **Pour des raisons de sécurité, les autorités de Mongolie intérieure ont fermé deux cent cinq mines exploitant des minerais autres que le charbon** et suspendu les activités de cent trente-six autres, toutes situées dans le nord de la région autonome. Les petites mines, charbonnières ou non, exploitent souvent sans licence et sans souci des normes de sécurité du personnel. (*Xinhua*, 22 juin)
- 30 mai** **Près d'un millier de soldats démobilisés se sont rassemblés devant le bureau des plaintes de Shenzhen** (Guangdong) ; ils demandent des emplois et des allocations et exigent des excuses pour avoir été placés sous surveillance par les autorités du district.

Une manifestation semblable a réuni quatre cents soldats à Yiyang (Hunan) le même jour. (*Minsheng Guangcha*, 2 juin)

**29 mai** **L'inondation d'une galerie a fait douze victimes dans la mine Fuhong située près de Guiyang**, la capitale du Guizhou. Non loin de là, à la frontière du Guangxi, huit mineurs sont décédés le 4 juin dans une mine inondée du district de Dushan. (*Xinhua*, 30 mai, 5 juin)

## CONFLITS DE MASSE. ÉVICTIONS FONCIÈRES.

**21 juin** **La ville de Zengcheng a décidé de distribuer de l'argent et de délivrer des autorisations de résidence à ceux des travailleurs migrants qui fourniraient des renseignements facilitant l'arrestation des fauteurs de troubles** qui ont marqué la ville depuis le 10 juin. (Voir ci-dessous). (*South China Morning Post*, 20 juin)

**17 juin** **Arrestation par la police de Zengcheng (Guangdong) de dix-neuf personnes selon Xinhua**, de cent cinquante à mille selon les journalistes pour leur implication dans les troubles qui ont secoué la région depuis le 10 juin. Les arrestations seraient fondées sur l'accusation «d'obstruction à l'action administration, de troubles à l'ordre public et de dommages intentionnels portés à la propriété». Une altercation survenue entre une vendeuse à l'étalage installée devant un supermarché du village de Dadun, district de Xintang et le personnel de sécurité de ce dernier avait alors déclenché une bagarre de rue. La vendeuse, enceinte, et son époux étaient des migrants du Sichuan.

Dans la nuit suivante, des manifestants avaient lancé des projectiles sur les fonctionnaires et sur les véhicules militaires avant de se diriger vers les bâtiments de la Sécurité, d'y mettre le feu et d'endommager des véhicules de police et des automobiles privées.

Les troubles se sont poursuivis les 11 et 12 juin. Dix mille policiers et personnels paramilitaires seraient intervenus le 13 au matin. Le lendemain, 2.700 soldats sont venus les appuyer, cependant que d'autres migrants sichuanais en provenance de plusieurs villes du Guangdong apportaient leur soutien aux manifestants locaux. Les affrontements auraient fait cinq morts et une centaine de blessés. La police était encore sur les lieux le 20 juin pour maintenir l'ordre. (*Xinhua*, 17 juin ; *South China Morning Post*, *Ming Pao*)

**17 juin** **L'émission de gaz par une fabrique de batteries de Lijiang, près de Heyuan (Guangdong) a provoqué des intoxications au plomb** chez une centaines d'enfants. En protestation, un millier de villageois ont bloqué les routes et affronté la police anti-émeutes. La bagarre aurait fait un mort et douze blessés. (*Ming Pao*, 20 juin)

**17 juin** **Une villageoise de Pinchuan, dans l'agglomération de Xinyu (Jiangxi), qui cherchait à discuter avec la municipalité de la réquisition irrégulières de ses terres, a été emmenée à l'hôpital** par une dizaine de personnes, dont certaines du bureau local de planification des naissances, pour y subir une ligature des trompes.

Dans la nuit de l'opération, le maire a tenté d'obtenir d'elle qu'elle accepte la destruction de sa maison, qu'elle dise qu'elle désirait l'intervention et que le certificat de naissance de ses deux jumeaux était un faux. Son corps porte des traces de coups et de blessures.

Le 27 mai, Luo Xueqin, mère de deux enfants, a subi sans avertissement la même opération dans le district de Huaxi, près de Guiyang (Guizhou). (*Wei quanwang*, 19 juin ; 30 mai)

**13 juin** **Vifs incidents à Changsha (Hunan) au sujet de démolitions forcées.** Cinq cents résidents ont manifesté dans la matinée contre les destructions de logements annoncées mais les autorités judiciaires ont envoyé dans l'après-midi plusieurs centaines d'ouvriers pour détruire les maisons. Une centaine de policiers ont emmenés les résidents qui refusaient de quitter les lieux. (*Apple Daily*, 15 juin)

**12 juin** **Des centaines d'individus non identifiés se sont rués avec des barres de fer et des extincteurs sur les villageois de Waliu** près de Zhengzhou (Henan) pour les chasser d'un terrain qu'ils occupaient depuis quarante et un jours dans le dessein d'empêcher la démolition de leurs

maisons et leur expulsion. Après la destruction de leurs tentes et de leurs banderoles, les villageois sont allés protester devant le bureau des ventes foncières. Mille cinq cent policiers sont arrivés pour contenir le mouvement. Les résidents menacent de procéder à un suicide collectif en l'absence d'accord sur les modalités de leur relogement. (*Apple Daily*, 15 juin)

**10 juin** **Deux mille personnes ont attaqué les bâtiments municipaux de Lichuan** (Hubei), après trois jours de manifestations suite à la mort d'un fonctionnaire respecté, Ran Jianxin. Arrêté le 26 mai pour corruption, il est mort le 4 juin lors d'un interrogatoire au cours duquel il aurait été torturé. Les protestataires affirment que Ran Jianxin était le seul officiel à les avoir protégés lors des réquisitions foncières et des démolitions.

Le 9 juin, mille policiers anti-émeute sont venus protéger la municipalité ; ils ont arrêté plus de vingt protestataires. Mais simultanément plusieurs fonctionnaires de la municipalité ou de la Justice locale ont été suspendus ou arrêtés. (*South China Morning Post*, 11 juin)

**8 juin** **À Chaozhou (Guangdong), le mouvement de protestation des migrants tourne à l'émeute avec le jet de cocktails molotov** l'incendie de deux voitures et de plusieurs magasins, suite à la dispersion de protestataires et de plusieurs arrestations. La population locale s'est dressée contre les ouvriers migrants et, le 9 juin, a organisé des patrouilles de rue armées de gourdins, de barres de fer et de couteaux qui s'en prenaient aux passants ayant l'accent du Sichuan.

Le conflit avait commencé le 1er juin à propos de salaires impayés, un jeune migrant sichuanais de Guxiang, district de Chao'an frappant au couteau le patron de son entreprise. Des migrants du Sichuan et du Hunan avaient manifesté devant les bâtiments administratifs. Certains cybernautes affirment que la répression du 8 juin a fait au moins six morts. (*Oriental Daily News, R.F.A.*, 9 juin)

**27 mai** **Des échauffourées de grande ampleur ont opposé à la police dix mille villageois de Huangtutang**, près de Wuxi (Jiangsu). Ils bloquaient depuis des jours le démarrage d'une usine dont ils craignaient que le fonctionnement fût source de pollution. Il y eut plusieurs blessés et trente arrestations. (*Ming Pao*, 29 mai)

**26 mai** **Le villageois Qian Mingqi qui avait perdu sa maison en 2002 pour faire place à une autoroute, a jeté trois bombes sur trois bâtiments administratifs** dans le district Linchuan de la ville de Fuzhou (Jiangxi), faisant au moins quatre morts dont lui-même. Il demandait sans résultat compensation pour la perte subie. Il est devenu dans la journée un héros sur le réseau Internet ; son blog a reçu de nombreux messages de sympathie mais fut fermé le lendemain. (*R.F.A.*, 27 mai)

## MINORITÉS ETHNIQUES

### QUESTION TIBETAINE

**23 juin** **Selon les statistiques officielles, le revenu rural net par habitant s'établirait dans la région autonome à 4.139 yuan en 2010**, - contre 2.078 en 2005 - ; le revenu net urbain se situerait à 14.980 yuan, - contre 8.411 yuan en 2005. Le taux d'analphabétisme serait seulement de 1,2%. La population aurait dépassé trois millions d'habitants à la fin de 2010. (*Xinhua*, 23 juin)

### QUESTION OUIGHOURE

**7 juin** **Le Ouïghour Arshiddin Israil, qui avait demandé asile au Kazakhstan et avait été arrêté à Alma-Ata le 24 juin 2010, a été extradé vers la Chine.** Le Haut Commissariat de l'O.N.U. pour les réfugiés lui avait retiré cette qualification de réfugié ; les autorités chinoises ont assuré qu'il ne serait pas condamné à mort malgré les accusations d'implication dans des activités terroristes qui pèsent sur lui. (*Kazakhstan News Agency*, 7 juin)

## TENSIONS SOCIALES EN MONGOLIE INTÉRIEURE

- 21 juin** **Condamnation à mort du mineur Sun Shuning, à l'issue d'un procès ouvert le 30 mai à Xilinghot.** Une dispute avait opposé le 15 mai des habitants de la bannière Abag à des ouvriers, pour cause de bruit, de poussière et de pollution des eaux résultant de l'exploitation minière. Une bagarre avait fait quatorze blessés ; elle fut suivie dans la soirée de l'irruption d'une vingtaine d'habitants dans les locaux de la mine, au cours de laquelle un jeune Mongol avait trouvé la mort. (*Xinhua*, 21 juin ; 30 mai)
- 8 juin** **Condamnation à mort pour homicide d'un conducteur de benne à charbon qui le 10 mai avait renversé et tué un berger mongol.** Celui-ci tentait de bloquer le passage du véhicule pour protester contre la poussière et le bruit engendrés par la mine de charbon proche de son village dans la bannière Ujimqin. La population mongole a manifesté à maintes reprises et dans plusieurs localités (Zhenlanqi, Ordos, Chifeng, Tongliao, Huhehot). Les autorités ont procédé à une centaine d'arrestations, ont proclamé la loi martiale et bloqué les divers accès au réseau Internet. (*Southern Mongolian Human Rights Information Centre*, 17 juin)

## HONGKONG ET MACAO

- 11 juin** **La Ligue des Sociaux-démocrates annonce qu'elle poursuivra ses manifestations malgré l'arrestation de vingt de ses membres au cours des six derniers mois.** L'organisation attribue ces limitations de la liberté d'expression au nouveau Commissaire de police Tsang Wai-hung, qui a pris ces fonctions en janvier. Elle veut saisir le Comité des droits de l'homme de l'O.N.U.. (*South China Morning Post*, 11 juin)
- 4 juin** **Les cérémonies du souvenir pour l'anniversaire du massacre de Tiananmen ont rassemblé dans le parc Victoria un grand nombre de porteurs de chandelles :** soixante-dix-sept mille selon la police, cent cinquante mille selon les organisateurs, soit le même chiffre qu'en 2010. (*South China Morning Post*, 5 juin)
- 29 mai** **A l'appel de l'Alliance pour le soutien du mouvement démocratique en Chine, plus de mille manifestants se sont rassemblés,** devant la statue de la Liberté dans le parc Victoria pour demander la libération de Liu Xiaobo, de Ai Weiwei et des autres militants des droits civiques ainsi que la reconnaissance du mouvement démocratique de 1989. (*Taiwan Central News Agency*, 29 mai)

## INFORMATIONS DIVERSES

*(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).*

- 27 juin** Les dépenses de Défense se sont élevées, selon les chiffres officiels, à 517.635 milliards de yuan en 2010, soit l'équivalent de 80 milliards de dollars. (*Central News Agency*, 27 juin)  
*Rappel pour mémoire des statistiques OTAN : dépenses militaires françaises, 39 milliards d'euros ; dépenses des États-unis, 785 milliards de dollars.*
- 24 juin** Selon le chef adjoint du bureau d'organisation du parti, le P.C.C. comptait 80.269 membres à la fin de 2010. Il est donc la plus nombreuse organisation politique du monde.
- 20 juin** L'afflux des migrants a bouleversé les équilibres démographiques de la province du Guangdong et du delta du Yangzi, la main d'œuvre locale étant parfois dix ou vingt fois moins nombreuse que la main d'œuvre extérieure. Souvent discriminée de multiples manières, celle-ci semble soumise à un statut de deuxième classe.

Les effectifs concernés sont très importants. Dans la province du Guangdong, à Dongguan, Shenzhen et Guangzhou, on compte 3,15 millions, 2,96 millions et 2,6 millions de travailleurs séparés de leur famille et représentant respectivement 38%, 28% et 20,7% de la population locale. Au Jiangsu, on en compte 2,16 million à Suzhou, soit 20,6% de la population totale. (Liaowang xinwen, 20 juin)

**14 juin** Décision de créer une zone franche dans la préfecture mongole autonome du Xinjiang, dans la région du col Alata située à la frontière du Kazakhstan. Traversée par une voie de chemin de fer, une grand-route et des oléoducs, la zone est déjà une importante plateforme du commerce avec l'Asie centrale. (Xinhua, 14 juin)

**23 mai** Selon le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale, cinq millions d'ouvriers ont pu récupérer des salaires impayés en 2010. Des entreprises qui employaient 9,38 millions de salariés sans contrat ont été invitées à établir des documents. Le total des migrants d'origine rurale atteindraient 242,23 millions d'individus, dont 153,35 millions travailleraient hors de leur province. (Xinhua, 23 mai)

### «ON PEUT SE PASSER DE DÉMOCRATIE»

22 juin. Citation de Tian Wenlin, chercheur à l'Institut des Études sur l'Asie et l'Afrique de l'Institut chinois des relations internationales contemporaines, parue dans LE RÉSEAU DES COMMENTAIRES, citée par la BBC :

«Beaucoup de personnes croient que la transition des pays du Moyen-Orient vers la démocratie va en améliorer les perspectives. Ça sonne bien mais en fait, c'est trop simpliste... La «transformation démocratique» de l'Irak est une tragédie politique... Il suffit de regarder la Libye déchirée par la guerre et les troubles politiques du Yémen. On ne peut qu'être extrêmement pessimiste quant à leurs perspectives. L'on ne trouve pas le moindre signe d'amélioration possible... Si pour la démocratisation d'un pays, il faut payer le prix de son déclin, alors il vaut mieux se passer de démocratie.»

## SOURCES D'INFORMATION

*64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Information, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Mirror Books, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, Utopia, The Standard, Weiquan Wang, Wen Wei Po.*

### APPEL A COOPÉRATION BÉNÉVOLE DU GROUPE CHINE

Les tensions politiques et sociales s'accroissent, le poids international de la Chine s'alourdit et le travail du groupe augmente. Nous voulons informer, sensibiliser et organiser des actions concrètes. Le groupe Chine ne dispose que de faibles moyens au regard de l'ampleur des tâches. Il serait donc très heureux d'accueillir de nouveaux membres.

**POUR PRENDRE CONTACT,**  
écrire à :

[communication@ldh-france.org](mailto:communication@ldh-france.org)  
en indiquant en objet de votre  
mail : «Groupe Chine».